

Webinaire LERRN-IDRC | Recherche sur les déplacements forcés localisés : Leçons de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient

Le 9 juin 2021, le Local Engagement Refugee Research Network (LERRN) et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) ont organisé le sixième de leur série de webinaires sur les déplacements forcés, consacré aux écosystèmes de connaissances localisés. L'objectif de ce webinaire était de présenter les premiers résultats de leur projet sur les écosystèmes de connaissances localisées en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient. En s'appuyant sur les résultats obtenus au Kenya, en Éthiopie, au Liban et en Jordanie, les panélistes ont expliqué comment les écosystèmes de connaissances localisées collaborent pour produire, traduire et mobiliser les connaissances afin d'influencer les politiques et les pratiques en matière de déplacement forcé. Le webinaire a également examiné l'impact de ces écosystèmes sur la protection et l'assistance aux réfugiés dans les camps et les contextes urbains.

Le concept d'"écosystème du savoir" est issu des études technologiques et de la gestion stratégique et fait référence aux réseaux qui se forment autour de défis technologiques, scientifiques ou sociétaux spécifiques, ou entre des organisations géographiquement situées dans des domaines complémentaires (Bray, 2007 ; Järvi et al., 2018). Le concept n'ayant pas encore été appliqué au domaine des migrations forcées, les chercheurs du LERRN ont élaboré une définition des "écosystèmes de connaissances localisés" sur la base de discussions et de recherches préliminaires. James Milner, directeur de projet du LERRN, a fourni cette définition de travail :

"Dans le contexte de la migration forcée, les écosystèmes de connaissances localisés comprennent les acteurs ayant une expérience vécue, les acteurs de la recherche, les praticiens qui produisent et utilisent des connaissances sur la migration forcée (y compris, mais sans s'y limiter, les ONG/INGO, les centres de recherche, les instituts, les réseaux, les universités et les universitaires) qui se coordonnent pour faire progresser la production de nouvelles connaissances au sein de ce système et pour traduire et mobiliser ces connaissances afin d'influencer la politique, la pratique, l'action, les discours et les récits pour améliorer le bien-être des réfugiés".

Les panélistes ont pris soin de faire la distinction entre "local" et "localisé" et les écosystèmes de connaissances. Alors que le terme "local" fait simplement référence à la recherche et à la production de connaissances au sein d'une juridiction particulière, le terme "localisé" fait référence à des activités qui sont motivées par des agendas locaux et où les acteurs locaux ont le pouvoir et la capacité de décision sur les agendas et les ressources.

Ces questions sont loin d'être nouvelles dans le domaine des études sur les réfugiés et les migrations forcées. Il y a plus de 20 ans, B. S. Chimni (1998) affirmait que l'expansion des études sur les réfugiés dans les années 1980 était intimement liée à la montée d'une "nouvelle approche" dans le régime mondial des réfugiés.

Cette approche, motivée par les intérêts des chercheurs et des décideurs politiques du Nord, s'éloignait de la politique des droits et de la responsabilité de l'État pour s'orienter vers des politiques visant à contenir les réfugiés dans le Sud. Chimni a appelé les chercheurs à développer une "nouvelle approche" de la création de connaissances qui serait sensible à la "division internationale déformée du travail intellectuel" afin d'élaborer des politiques plus humaines et plus efficaces pour améliorer la vie des personnes touchées par les déplacements forcés. Depuis Chimni, les appels à la décolonisation des études sur les migrations forcées se sont multipliés.

Le webinaire a montré que les préoccupations de Chimni sont toujours d'actualité. Nasser Yassin, professeur de politique et de planification à l'Université américaine de Beyrouth, a fait valoir que la dépendance à l'égard des donateurs externes, des OI et des ONGI a un impact considérable sur le caractère des écosystèmes de la connaissance dans le contexte libanais. Ce sont les donateurs et une poignée de grands acteurs internationaux qui définissent le programme de recherche et fixent les priorités, et qui utilisent leurs ressources pour soutenir de manière disproportionnée les chercheurs et les organisations extérieurs. Cela limite non seulement la capacité des réseaux plus locaux à se développer et à faire avancer leurs propres priorités, mais peut également entraîner un "gaspillage de la recherche" (duplication ou recherche non pertinente) et une "fatigue de la recherche" (un malaise général ou un ennui à l'égard de la recherche). Il existe également un risque que, malgré la nature prolongée de la plupart des crises contemporaines de déplacement forcé, les acteurs externes se désintéressent d'un pays ou d'une initiative en particulier. En revanche, les acteurs locaux ont une vision à long terme du déplacement, avec des recherches qui se poursuivent après que l'intérêt international pour la recherche sur le déplacement dans un contexte particulier commence à s'estomper. Soulignant le rôle central que jouent les écosystèmes de connaissances localisés, Yasin a conclu que "nous devons nourrir ces écosystèmes qui existent dans des endroits comme le Liban, la Jordanie, l'Afrique de l'Est ou même l'Asie de l'Est".

Les panélistes ont également mis en évidence les opérations multi-scalaires des écosystèmes dynamiques de la connaissance en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient. Linda Oucho, directrice exécutive de l'African Migration Development Policy Center à Nairobi, a démontré que dans le cas du Kenya et de l'Éthiopie, il existe différents écosystèmes de connaissances aux échelles macro, méso et micro (figure 1). L'échelle macro fait référence au niveau national, qui comprend des acteurs disposant de ressources suffisantes, tels que les gouvernements nationaux et les grandes organisations internationales qui (à des degrés divers) utilisent des données probantes et des recherches pour élaborer des politiques. L'échelle méso fait référence au niveau décentralisé qui comprend les gouvernements locaux, les ONGI et d'autres acteurs qui mettent en œuvre des politiques et des programmes, interagissent avec les personnes déplacées et les communautés locales et génèrent des informations, des preuves et un retour d'information sur leurs activités. Enfin, l'échelle micro fait référence à des organisations plus petites au niveau local, qui disposent de ressources limitées et mènent généralement des activités dans leur propre intérêt.

C'est à ce niveau, parmi les communautés les plus touchées par les déplacements forcés, que nous trouvons des acteurs et des réseaux informels qui pourraient et devraient jouer un rôle plus important dans la création de connaissances.

Kiya Gezahegne, maître de conférences à l'université d'Addis-Abeba, a cité l'exemple du Dagu, un système traditionnel de connaissance et de partage d'informations utilisé par le peuple Afar d'Éthiopie. Bien que ce système ait été utilisé historiquement pour diffuser des informations relatives aux moyens de subsistance des éleveurs, il est significatif au niveau local et promet d'aborder les questions de déplacement forcé.

Les panélistes ont également discuté de la manière dont les dynamiques politiques nationales peuvent avoir un impact sur le fonctionnement des écosystèmes de la connaissance. Zein Soufan, spécialiste du développement socio-économique en Jordanie, a fait valoir que si le gouvernement jordanien a bien réussi à influencer les plans de réponse aux réfugiés et le programme de recherche du pays, il existe des dynamiques juridictionnelles qui limitent la pleine participation des municipalités. En particulier, la nature hiérarchique de l'autorité politique laisse la plupart des municipalités du pays presque entièrement dépendantes du gouvernement national pour le financement et l'orientation des politiques. Il ne s'agit pas nécessairement d'un obstacle insurmontable, mais d'un facteur qui détermine la mesure dans laquelle les connaissances peuvent être "localisées" au niveau du terrain.

Les préoccupations de Soufan touchent un autre défi structurel important auquel les écosystèmes de connaissances localisés au Liban, en Jordanie, au Kenya et en Éthiopie doivent faire face pour influencer les politiques. Les panélistes ont tous souligné le décalage entre la création de connaissances (à toutes les échelles) et la pratique relativement insulaire de l'élaboration des politiques. Dulo Nyaoro, maître de conférences et chercheur à l'université Moi, a souligné qu'il était possible d'améliorer cette situation en soutenant davantage les acteurs locaux et en renforçant la collaboration entre les universités et d'autres réseaux, ce qui permettrait d'accéder plus facilement aux réseaux nationaux et mondiaux d'élaboration des politiques. La question de savoir comment, quand et pourquoi les réseaux de politiques de migration forcée interagissent avec les écosystèmes de la connaissance a été soulignée comme une opportunité clé pour la recherche future. Linda Oucho a suggéré qu'il serait utile d'étudier comment les preuves et la recherche sont "filtrées" lorsqu'elles passent de l'échelle locale à l'échelle nationale en passant par l'échelle méso. Cependant, comme l'a souligné le co-modérateur Frederico Burone, directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes au CRDI, la déconnexion entre la recherche et la politique peut être la norme dans le domaine de la recherche sur les migrations forcées et doit être remise en question.

En ce qui concerne les leçons à tirer, les principales recommandations ont fait écho à l'appel de Chimni en faveur d'une "nouvelle approche". Les panélistes ont souligné la prévalence des producteurs, mobilisateurs et utilisateurs de connaissances localisés qui sont prêts à assumer un plus grand contrôle des écosystèmes de connaissances sur les déplacements forcés, et qui bénéficieraient d'un plus grand soutien pour assurer leur participation substantielle à l'élaboration des politiques nationales et mondiales. Cela nécessitera probablement des changements dans les modèles de financement et les mécanismes de coordination pour créer de l'espace, mais aussi un appétit pour des approches différentes. Comme l'a souligné Nasser Yassin, il faut davantage de recherche non traditionnelle, ce qui pourrait inclure davantage de ressources pour la science citoyenne, les évaluations, les projets pilotes et l'expérimentation. Que ces changements inclusifs se traduisent ou non par des changements politiques concrets au niveau national ou mondial est une autre question, mais ils pourraient bien être la clé du développement d'une discipline décolonisée de la migration forcée.

Ce rapport a été préparé par Tyler Foley, doctorant à l'Université de Carleton.

La série de webinaires LERRN-IDRC sur les déplacements forcés est coordonnée par Jennifer Kandjii, chargée de recherche au LERRN. Pour plus d'informations ou d'idées, veuillez nous contacter ici.

Cette traduction a été générée par un logiciel d'intelligence artificielle.